

DIALECTIQUES
INTERVENTIONS

Nicos
Poulantzas
Repères



FM

INTERVENTIONS

DIALECTIQUES

COLLECTION
« DIALECTIQUES-INTERVENTIONS »

dirigée par

Danielle et David Kaisergruber

92
30

123
15/86

16°R

20921

(5)

DL-13-05-1980-13118

repères

DU MÊME AUTEUR

Nature des choses et droit. Essai sur la dialectique du fait et de la valeur, Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1965.

Pouvoir politique et classes sociales, Maspero, Paris, 1971.

Fascisme et dictature, Maspero, Paris, 1970. Nouvelle édition en coédition avec Le Seuil, collection « Politique », 1972.

Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui, Seuil, Paris, 1974.

La crise des dictatures : Portugal, Grèce, Espagne, Maspero, Paris, 1975. Nouvelle édition avec Le Seuil, collection « Politique », 1976.

La crise de l'Etat, ouvrage collectif sous la direction de Nicos Poulantzas, P. U. F., Paris, 1976.

L'Etat, le pouvoir, le socialisme, P. U. F., Paris, 1978.

Nicos/Poulantzas /

REPÈRES

Hier et aujourd'hui

Textes sur l'État

FRANÇOIS MASPERO

1, place Paul-Painlevé

PARIS V^e

1980



ISSN 0224-8883

- © *Marxism Today*, Londres, 1979, pour l'article « Parcours : vers un eurocommunisme problématique ».
- © *Les Temps modernes*, Paris, 1965, pour l'article « Préliminaires à l'étude de l'hégémonie dans l'Etat ».
- © Librairie François Maspero, Paris, 1980
ISBN 2-7071-1180-5

Présentation

L'équipe de la revue Dialectiques avait entrepris, depuis 1976, une discussion permanente, essentielle, avec Nicos Poulantzas autour du problème de l'Etat. Ce sont les étapes mêmes de cet échange qui se trouvent présentées dans ce volume.

S'y ajoute un repère important : une étude, aujourd'hui introuvable, parue en 1966 dans Les Temps modernes, témoin de la place fondamentale de Gramsci dans l'élaboration des réflexions de Poulantzas sur l'Etat et la société.

L'entretien accordé en juillet 1979 à la revue anglaise Marxism Today relate un parcours, théorique, politique, d'action et de réflexion. Il est aussi profondément ancré dans la difficile actualité de 1979 : celle des conséquences de la défaite de la gauche, celle de la crise des partis et d'une certaine forme de représentation.

Alors que passent les conjonctures, l'Etat demeure : merci à Nicos Poulantzas de nous y faire réfléchir, toujours.

Les textes qui suivent s'échelonnent de 1966 à 1979.

1966 : *On élabore, on pose les prolégomènes, en recherchant fiévreusement comme les bases nouvelles et contemporaines de ce qui n'existe pas dans le marxisme classique : une théorie de l'Etat, de la démocratie. Entre Sartre et Althusser se joue la position du politique. (Texte II, « Gramsci : entre Sartre et Althusser. Préliminaires à l'étude de l'hégémonie dans l'Etat ».)*

1976 : *En ces temps de début de crise, on espère beaucoup d'une « transition » toute nouvelle et inédite vers une autre organisation sociale. Au centre de cette transition, la description, la conception et la pratique de l'Etat. Conception très problématique. (Texte III, « L'Etat du capital ».)*

1977 : *On parle encore beaucoup de l'Etat : le P. C. F. croit avoir résolu la question, et gagné quelques voix, en abandonnant la théorie léniniste de l'Etat ; le P. S. français ne cesse de considérer l'Etat, pour prendre quelques voix, comme une simple machine à gouverner les hommes et les choses. Nicos Poulantzas crée, aux P. U. F., la collection « Politiques » — au pluriel. (Texte IV, « Questions sur le pouvoir ».)*

1979 : *On peut parler de ce que l'on veut, mais sans objectifs. L'Etat est sans doute en crise, et les partis avec, et les syndicats avec... (Textes V et I, « La crise des partis » et « Parcours : vers un eurocommunisme problématique ».)*

1980 : *Les cartes sont redistribuées. Ailleurs et autrement. Et d'ailleurs on a cessé de jouer au bridge, plus de contrats. On jouerait, plutôt mal, au jeu de go : questions de territoires. Mais l'Etat est encore là, encore en train de changer.*

Les textes, les réflexions, les raisonnements de Nicos Poulantzas aussi : alors lisons-les pour connaître mieux les règles du jeu.

Dialectiques

I. *Parcours : vers un eurocommunisme
problématique*

Juillet 1979

THE HISTORY OF THE
CITY OF BOSTON
FROM THE FIRST SETTLEMENT
TO THE PRESENT TIME
IN TWO VOLUMES
BY NATHANIEL BENTLEY

VOLUME THE SECOND
CONTAINING THE HISTORY OF THE
CITY OF BOSTON FROM THE
YEAR 1700 TO THE PRESENT
TIME
IN TWO VOLUMES
BY NATHANIEL BENTLEY

BOSTON: PUBLISHED BY
J. B. ALLEN, 10 NASSAU ST.
1857

THE HISTORY OF THE
CITY OF BOSTON
FROM THE FIRST SETTLEMENT
TO THE PRESENT TIME
IN TWO VOLUMES
BY NATHANIEL BENTLEY

VOLUME THE SECOND
CONTAINING THE HISTORY OF THE
CITY OF BOSTON FROM THE
YEAR 1700 TO THE PRESENT
TIME
IN TWO VOLUMES
BY NATHANIEL BENTLEY

BOSTON: PUBLISHED BY
J. B. ALLEN, 10 NASSAU ST.
1857

— *Votre travail est maintenant bien connu en Grande-Bretagne, mais pouvez-vous nous rappeler quel a été votre itinéraire intellectuel et politique* ?*

— C'est à travers la culture française que j'ai commencé à connaître le marxisme, comme beaucoup de gens ayant, en Grèce, la même origine sociale et le même âge que moi. A ce moment-là, j'avais dix-sept ou dix-huit ans et je commençais à travailler de manière autonome. C'était après la guerre civile et le parti communiste avait été déclaré illégal, ce qui devait durer jusqu'en 1974. La pensée marxiste ne circulait que très difficilement. Il était impossible de se procurer ne fût-ce que les classiques du marxisme, en sorte que je suis venu au marxisme par la philosophie française et par Sartre en particulier. Mes premières expériences de militant de gauche ont eu lieu à l'université, dans les syndicats et les associations d'étudiants, et puis j'ai adhéré à l'E. D. A. (Gauche unie démocratique) qui

* Entretien réalisé par Stuart Hall et Alan Hunt pour la revue britannique *Marxism Today*, juillet 1979, traduit de l'anglais par Yannick Blanc.

était une forme légale élargie du parti communiste. Je n'étais cependant pas membre du parti lui-même.

Je suis arrivé en Europe de l'Ouest après mes études de droit ; j'ai continué à être militant actif de l'E. D. A. Mais le gros problème de l'E. D. A., c'était que certains de ses membres étaient communistes et d'autres pas. C'était une sorte d'organisation de front populaire, mais complètement dominée par le P. C. et sans autonomie réelle.

Comme je m'intéressais au marxisme à travers Sartre, j'ai été fortement influencé par Lucien Goldmann et par Georg Lukács. J'ai entrepris une thèse de doctorat sur la philosophie du droit, dans laquelle j'essayais de développer une conception du droit inspirée de Lukács et de Goldmann. Elle a été publiée en 1964, mais dès ce moment-là j'ai commencé à ressentir les limites de cette orientation dans le marxisme. C'est alors que j'ai découvert l'œuvre de Gramsci grâce à *Critica marxista*, qui était la revue marxiste la plus importante de l'époque.

J'ai aussi commencé à travailler avec Althusser alors que j'étais encore influencé (je le suis d'ailleurs toujours) par Gramsci, ce qui, d'emblée, fut simultanément un point d'accord et de désaccord avec Althusser. Il serait trop long de m'expliquer ici sur le détail de ce qui était d'ailleurs surtout un désaccord avec Balibar. J'approuvais tout à fait les premiers textes d'Althusser, surtout philosophiques et méthodologiques. J'ai toujours pensé, et je pense encore, qu'il y a chez Althusser une compréhension très profonde de la lutte des classes et de ses problèmes. La question du structuralisme se posait plus d'ailleurs avec Balibar qu'avec Althusser. Dans *Pouvoir politique et classes sociales*, il y a plusieurs divergences explicites entre le texte de Balibar et le mien. J'en ai également dit quelques mots dans *Les Classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*.

C'est à cette époque que j'ai adhéré au Parti commu-

niste grec, avant la scission de 1968, qui se produisit un an après le coup d'Etat des colonels. Je suis, depuis, membre du P. C. de l'intérieur, qui a évolué sur une ligne eurocommuniste, alors que le P. C. de l'extérieur demeurerait l'un des derniers partis staliniens d'Europe. Staliniens au sens fort, au sens du dogmatisme théorique, de l'absence totale de démocratie interne et d'une dépendance absolue à l'égard de l'U. R. S. S.

— *Vos écrits politiques suggèrent que les alliances politiques jouent un rôle décisif dans le projet d'un socialisme démocratique. Et, cependant, l'alliance entre le P. C. F. et le P. S. en France s'est avérée bien fragile. Quelles leçons peut-on en tirer ?*

— Je crois que le problème principal n'est pas celui des alliances entre organisations politiques, mais, comme nous le savons, celui des alliances entre les classes et couches sociales que représentent ces organisations. Une des leçons de l'échec de l'union de la gauche en France est qu'elle avait principalement été conçue et construite comme une alliance au sommet. On ne peut pas dire pour autant qu'il s'agissait d'une alliance purement électorale, car le Programme commun de la gauche est un fait historique majeur pour la gauche européenne. Ce n'était pas une alliance de type strictement conjoncturel et électoraliste. Il est néanmoins très significatif qu'aucun des deux partis n'ait tenté de construire cette alliance à la base, dans les masses, en créant des organisations communes. Bien sûr, il y eu des actions communes dans certaines organisations, sans compter celles organisées par les syndicats et les partis, mais nous n'avons jamais réalisé un type spécifique d'organisation de base qui aurait pu cristalliser l'alliance.

C'est l'échec, maintenant traditionnel, d'une alliance type « front populaire ». Dimitrov disait toujours, à

propos de la stratégie de la III^e Internationale, qu'il fallait des organisations de base spécifiques pour cristalliser l'alliance, ce qui ne s'est pas plus réalisé à cette époque qu'à celle du Programme commun.

Mais votre question va plus loin. Je crois que ce type d'alliance n'est possible qu'à la condition d'une certaine transformation des P. C. eux-mêmes. Il est très clair que, tant qu'on se base sur la « dictature du prolétariat », il n'est pas possible de s'allier durablement avec un partenaire qui sait devoir être éliminé durant la transition au socialisme, lorsque cette dictature aura été établie ! Je crois donc qu'une stratégie révolutionnaire pour un socialisme démocratique nécessite des changements, qui se sont effectivement produits dans certains P. C. d'Europe occidentale, et que c'est la condition nécessaire de nouvelles formes d'alliance politique.

Nous en arrivons au problème spécifique de la social-démocratie, qui montre que cette question des alliances est décisive dans certains pays. Mais il faut se méfier des généralisations, car la social-démocratie ne joue pas le même rôle dans tous les pays où elle existe. Je ne vois, par exemple, guère de possibilité d'alliance politique avec la social-démocratie allemande ou suédoise. Mais il en va tout autrement dans les pays où la social-démocratie n'est pas au gouvernement, comme c'est le cas en France depuis des années.

Et, dans la crise structurelle du capitalisme que nous connaissons en ce moment, on assiste à un tournant de la social-démocratie vers la gauche, et je crois que c'est là une des conditions d'une alliance plus durable entre le P. C. et le P. S. Je ne crois pas que nous puissions encore parler de la social-démocratie en général, compte tenu de cette crise structurelle du capitalisme. Il n'y a pas, me semble-t-il, de tendance générale de la bourgeoisie à recourir à la social-démocratie comme solution à la crise. D'ailleurs, la bourgeoi-

sie n'a pas, dans toutes les sociétés, le pouvoir économique d'offrir à la classe ouvrière le type de compromis nécessaire pour permettre à la social-démocratie de jouer son rôle lorsqu'elle est au gouvernement, notamment dans le contexte des plans d'austérité tels que nous les connaissons en Europe. Il n'est pas sûr que la bourgeoisie puisse, dans les conditions particulières de chaque pays d'Europe, réaliser les conditions d'une solution social-démocrate impliquant un certain nombre de compromis avec la classe ouvrière. Dans ce cas, la social-démocratie n'a d'autre choix que l'alliance avec le parti communiste. Mais, dans l'autre cas de figure, on voit comment la social-démocratie s'intègre à l'appareil d'Etat, en Allemagne de l'Ouest par exemple. Je ne commenterai pas la situation anglaise, mais le cas allemand est tout à fait particulier, car l'Allemagne joue un rôle économique dominant dans le Marché commun, et c'est pourquoi il y existe encore des possibilités de compromis avec la classe ouvrière. Ce qui n'est pas du tout le cas en Italie ou en France, et probablement pas en Espagne non plus. Je crois donc qu'on ne peut pas parler de social-démocratie en général dans la crise actuelle du capitalisme.

— *Cela signifie-t-il que le problème du « réformisme » ne se pose plus à la gauche ?*

— Je ne le pense pas, compte tenu notamment du double aspect de la social-démocratie : cherchant d'un côté à réaliser une modernisation du capitalisme, mais ayant par ailleurs de profondes racines dans la classe ouvrière. Le problème de la social-démocratie est de pouvoir combiner ces deux aspects ; et, compte tenu de la crise structurelle du capitalisme, des contradictions interimpérialistes et de certains faits conjoncturels, la situation de la social-démocratie varie beaucoup d'un pays à l'autre. Ce qui est possible en Allemagne ou en

Suède ne l'est pas en France ou en Italie. La solution pour les partis sociaux-démocrates est alors de se tourner vers leur gauche et de s'allier avec les partis communistes.

— *Vous avez évoqué le problème de l'eurocommunisme. Il est de plus en plus manifeste que l'eurocommunisme n'est pas un phénomène univoque, mais qu'il comporte plusieurs courants. Croyez-vous qu'il soit pertinent de distinguer entre ce qu'on pourrait appeler un courant de droite et un courant de gauche ?*

— Nous parlons ici de tendances générales, et il ne faudrait pas d'emblée personnaliser et fétichiser une distinction dans un phénomène relativement nouveau.

Dans la stratégie de la III^e Internationale, stratégie de double pouvoir et de destruction frontale de l'Etat, le problème du réformisme était dans une certaine mesure clair et simple. Etait « réformiste » tout ce qui ne conduisait pas vers un double pouvoir et ne réalisait pas les conditions de l'affrontement avec l'Etat. Mais lorsque nous parlons d'une voie démocratique au socialisme démocratique, notre stratégie doit profondément transformer, en les maintenant, des formes de démocratie représentative et de libertés (que nous avons longtemps appelées « formelles », mais qui ne sont pas que formelles). Cette démocratie représentative doit, dans le même temps, marcher main dans la main avec la création d'une démocratie directe, de base.

Mais le premier point est important : si nous ne pouvons plus parler d'un affrontement brutal avec l'Etat, mais s'il s'agit de maintenir et d'approfondir les institutions de la démocratie représentative sous le socialisme, alors il devient plus difficile de distinguer entre réformisme et voie révolutionnaire, quand bien même cette distinction continuerait d'exister.

Il est clair qu'on peut trouver une tendance réfor-

miste dans l'eurocommunisme, et en ce sens je crois qu'on peut parler d'une gauche et d'une droite de l'eurocommunisme. Ainsi par exemple, lorsque Elleinstein parle de révolution progressive, pacifique, légale et graduelle, il ne pose pas la question différemment de Kautsky. Mais quel peut être le critère pertinent de distinction entre un eurocommunisme de gauche et un eurocommunisme de droite ? Je pense qu'il y en a plusieurs.

Avant tout, l'importance attribuée à la démocratie directe et aux conseils ouvriers, qui a toujours été un point capital du débat entre réformistes et révolutionnaires. L'eurocommunisme de gauche accorde beaucoup plus d'importance à la démocratie de base.

Ensuite, la question des ruptures et des transformations au sein de l'Etat : si nous ne parlons pas de « briser l'Etat », l'eurocommunisme de gauche estime nécessaire une transformation radicale non seulement des appareils idéologiques d'Etat mais aussi des appareils répressifs. Alors que l'eurocommunisme de droite considère plus ou moins ces appareils comme neutres et n'attache donc pas la même importance à leur transformation. L'eurocommunisme de gauche insiste sur le moment de la rupture dans l'Etat : il ne parle pas d'une transformation graduelle et progressive. Il est conscient qu'il doit y avoir un point critique décisif, qui ne sera pas une guerre civile, mais néanmoins un moment de crise profonde de l'Etat et de changement du rapport des forces au sein de l'Etat lui-même. L'eurocommunisme de droite n'envisage pas très sérieusement cette alternative. Pour parler concrètement, je vois davantage de positions eurocommunistes de droite chez Carrillo et davantage de positions eurocommunistes de gauche chez Ingrao, par exemple.

De plus en plus, je crois que l'eurocommunisme est un phénomène propre aux sociétés capitalistes avancées. Toute la problématique de la voie démocratique

au socialisme, de la voie révolutionnaire au socialisme démocratique est étroitement liée au stade de développement spécifique du capitalisme.

— *Pour vous comme pour nous, l'expérience italienne du « compromis historique » est capitale. Dans une telle situation, quelle importance attachez-vous à la nécessité d'établir une sorte de consensus national ?*

— Ce concept de consensus national ne me paraît pas très fiable. Les communistes italiens eux-mêmes n'ont jamais présenté le compromis historique comme un type de transition au socialisme. Ils n'ont pas été très loin de le dire parfois ; mais ils le présentent la plupart du temps comme une stratégie spécifique dans une conjoncture italienne spécifique, et non comme un modèle général de transition au socialisme.

Cela dit, il y a un autre problème, qui est la fameuse question, posée par Berlinguer après le coup d'Etat au Chili, de l'importance d'un large consensus national. Je suis très dubitatif sur cette position. Il y a un type d'analyse dérivée de la tradition gramscienne, qui est l'un des points les plus discutés de l'œuvre de Gramsci, où celui-ci suggère que la classe ouvrière doit réaliser son hégémonie idéologique et politique *avant* que de s'emparer du pouvoir politique. A mon sens, c'est une question qu'il faut envisager dans le *processus* du socialisme démocratique, plutôt que comme une *pré-condition* au socialisme démocratique lui-même. Dire qu'on a besoin de 80 % du peuple afin d'assurer l'unité nécessaire à un gouvernement de gauche est une tautologie.

— *Vous êtes vous-même membre du Parti communiste grec de l'intérieur, et nous pouvons peut-être nous tourner maintenant vers la situation en Grèce. Aux élections de l'an passé, l'alliance à laquelle participait*